Cose

F

39

.328

no. 133

ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Concernant la Vente & le Débit du Tabac.

Du 16 Octobre 1784.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

LE ROI étant informé qu'il s'est élevé en différentes provinces de son royaume, des plaintes sur la qualité du Tabac que l'Adjudicataire des Fermes fait vendre dans ses Bureaux, & par les Débitans, après l'avoir fait pulvériser dans les Manufactures; Sa Majesté s'est fait rendre compte de ce qui a pu donner lieu à ces plaintes, & Elle a reconnu que les Fermiers généraux, s'étant convaincus, par une longue expérience, que la main-d'œuvre du rapage ou du moulinage du Tabac, confiée aux Débitans, avoit l'inconvénient de donner à ces Distributeurs la facilité d'abuser, en se permettant, dans la vue d'augmenter leurs bénéfices, de mélanger avec le Tabac qu'ils préparoient, des corps étrangers d'une espèce souvent nuisible à la santé des Consommateurs, ils avoient pris le parti de ramener cette main-d'œuvre, comme toutes les autres qui constituent leurs fabriques, aux Manufactures établies par eux à cet effet: Qu'en se procurant, par ce nouveau régime,

les moyens de faire cesser les abus pernicioeux, ils y trouvoient encore l'avantage d'offrir aux Consommateurs, des matières pures & sans mélange, sur l'achat desquelles les moins aisés pourroient se procurer une économie intéressante, en s'approvisionnant directement aux Entrepôts, où ils ne supporteroient point les frais de la revente; mais que malgré ces avantages, le changement opéré dans la préparation des Tabacs destinés à la consommation journalière, n'a pas produit dans celles des provinces où il a lieu, tout l'effet qu'on devoit en attendre: Que les Débitans, privés par ce nouveau régime, des moyens de se procurer des bénéfices illicites, ont espéré qu'ils parviendroient à le faire abandonner, en excitant eux-mêmes des plaintes appuyées de motifs assez spécieux pour déterminer les Cours des Aides de ces provinces à les approfondir, & à ordonner à cet effet des visites dans les Bureaux, & la vérification par Experts, des Tabacs dont ils étoient approvisionnés: Que ces visites & ces vérifications, proscrites par un grand nombre d'Arrêts du Conseil, ont l'inconvénient d'inspirer de l'inquiétude aux Consommateurs, & de suspendre les ventes au préjudice d'une portion très-intéressante des revenus de Sa Majesté; mais que d'un autre côté, par les précautions que l'Administration a eu soin de prendre pour reconnoître si les plaintes étoient fondées, il a été constaté que des parties assez considérables de Tabac en poudre, qui avoient été préparées dans les Manufactures de la Ferme, étoient avariées, soit par l'effet de la négligence des ouvriers employés à leur préparation, soit parce que les Tabacs avoient été exposés pendant un long transport à toutes les intempéries des saisons, à cause de la distance trop considérable qui se trouve entre les lieux où sont les Manufactures & plusieurs des Bureaux qu'elles approvisionnent: Qu'enfin réduire le Public à une seule espèce de Tabac, ce seroit aller contre la nature même de ce genre de consommation, qui exige que le goût des Consommateurs puisse trouver, dans la variété, de quoi se satisfaire. Sa Majesté a sur-tout considéré que, si l'intérêt même de l'Etat exige qu'Elle prenne un soin particulier de prévenir le dépérissement d'une branche de ses revenus d'au

tant plus précieuse, qu'étant produite par un usage purement volontaire, elle est, de toutes, la moins onéreuse à ses Peuples; il est encore plus important d'assurer, par une saine interprétation des Réglemens rendus en cette matière, les moyens d'empêcher & de réprimer toute espèce d'altération capable de nuire à la santé de ses Sujets. A quoi voulant pourvoir: Oûi le rapport du sieur de Calonne, Conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des Finances; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne que l'Adjudicataire de ses Fermes, pourra continuer d'approvisionner de Tabacs pulvérisés & préparés dans ses Manufactures, les différens Bureaux & Débitans par lui établis & commis; à la charge premièrement de veiller avec le plus grand soin, à ce que lesdits Tabacs étant choisis de la meilleure qualité, reçoivent dans les Manufactures toutes les préparations nécessaires pour qu'ils puissent être vendus au Public par les Débitans, sans mélange ni addition quelconque. Secondement, de multiplier les ateliers de rapage autant qu'il sera nécessaire, & de manière que les transports ne se fassent jamais à plus de trente lieues de distance; comme aussi d'apporter le plus grand soin dans le choix des Entreposeurs & Débitans. Troisièmement, de tenir tous les Entrepôts suffisamment approvisionnés de Tabac en carotte de la meilleure qualité, pour que les Consommateurs qui voudroient en acheter & faire raper chez eux, puissent se satisfaire à cet égard, & aient la liberté du choix: Ordonne Sa Majesté audit Adjudicataire de ses Fermes, d'enjoindre à ses Préposés dans les Bureaux généraux, d'avertir le Commissaire départi dans chaque Province, ou son Subdélégué, au moment de l'arrivée des Tabacs qui leur seront envoyés, pour être distribués dans les différens Entrepôts, à l'effet que ledit Commissaire départi ou son Subdélégué, reconnoisse l'état & la qualité desdits Tabacs, & en prenne un échantillon, qui sera sur le champ cacheté par lui, & réservé pour servir au besoin de pièce de comparaison. Fait Sa Majesté très-expresses inhibitions & défenses à tous Entreposeurs & Débitans, d'altérer par aucuns mélanges, les Tabacs qu'ils feront chargés de vendre au Public, à peine de punition corporelle: Ordonne

au surplus Sa Majesté, que les Ordonnances, Règlemens & Arrêts du Conseil, concernant le Tabac, continueront d'être exécutés suivant leur forme & teneur; & néanmoins interprétant, en tant que besoin seroit, leurs dispositions, notamment celles des Arrêts du Conseil, des 23 janvier 1717, 3 juin 1722, 26 août 1738, 26 décembre 1752, 27 octobre 1782 & 15 février 1783, autorise Sa Majesté les Officiers des Elections, ceux des Juridictions des traites, les Maîtres des ports, & à leur défaut, tous Juges royaux à recevoir les plaintes qui pourroient leur être portées sur la qualité des Tabacs, ainsi que les pièces qui seroient produites à l'appui d'icelles; procéder, s'il y a lieu, à leur vérification, & dresser leurs procès-verbaux du tout, à l'effet d'envoyer lesdits procès-verbaux, échantillons & pièces probantes, aux Procureurs généraux de celles des Cours dont lesdits Juges ressortissent, lesquels seront tenus de les envoyer incontinent au sieur Contrôleur général des Finances de Sa Majesté, & d'en donner avis à M. le Chancelier ou Garde des Sceaux de France, pour, sur le compte qui en sera rendu à Sa Majesté, être ordonné par Elle ce qu'il appartiendra. Ordonne Sa Majesté que le présent Arrêt sera imprimé, lû & affiché par-tout où besoin sera, & que sur icelui toutes Lettres patentes nécessaires seront expédiées. FAIT au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le seize octobre mil sept cent quatre-vingt-quatre. Signé LE B.^{ON} DE BRETEUIL.

A PARIS, chez P. G. SIMON, & N. H. NYON,
Imprimeurs du Parlement, rue Mignon, 1784.

038-

10